

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 23/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORGANOTECHNIE**

27 AVENUE JEAN MERMOZ  
93120 La Courneuve

Code AIOT : 0007402276

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement ORGANOTECHNIE implanté 27 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une plainte émise par des riverains, relayée par la mairie de la Courneuve. Des odeurs chimiques ont été évoquées par les plaignants, sources de gênes diverses (maux de tête, obligation de porter un masque). Contacté par l'Inspection, l'exploitant affirme qu'il y a eu un incident à l'origine d'odeurs anormalement fortes, mais qui n'étaient pas de type "chimiques". L'incident décrit coïncide toutefois avec la date du signalement transmis à l'Inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORGANOTECHNIE
- 27 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007402276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ORGANOTECHNIE est spécialisée dans la production de matières premières à partir de sous-produits animaux et de farines végétales : des péptones sous forme de poudres (hydrolysats de protéines animales et végétales) pour la microbiologie industrielle (85 % des tonnages de production), et du pidolate de magnésium (PCMg, principe actif sous forme de poudre) pour l'industrie pharmaceutique (15 % des tonnages de production).

Les installations comportent des magasins de stockage, des laboratoires, des ateliers de production et de séchage, des locaux administratifs, des locaux techniques (chaudières, groupes froids, fosses de décantation), une zone de stockage de déchets, ainsi qu'en fond de parcelle une zone bétonnée destinée au stationnement et une petite zone en friche.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.1.2	Demande d'action corrective	Dès réception
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.1.3	Demande d'action corrective	2 mois, avant l'été 2025
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.3.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	5 mois et 2 mois
5	Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 8.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 8.2.1	Sans objet
8	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 8.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, aucune odeur particulière n'a été ressentie. Il est à noter que l'incident avait été résolu à ce moment, et que les conditions climatiques pluvieuses et humides n'étaient pas favorables à la dispersion d'odeur. Aussi, il n'est pas possible pour l'Inspection de lier avec certitude l'objet de la plainte (odeurs chimiques) avec l'incident qui s'est déroulé au sein d'Organotechnie, vraisemblablement à l'origine d'odeurs désagréables, mais de nature organique (problème sur la matière première utilisée dans le processus de production). Toutefois, la visite a permis d'identifier un certain nombre de dysfonctionnements vis-à-vis des rejets atmosphériques, des conditions de stockage et de la gestion des nuisances olfactives, détaillées dans ce rapport ci-après.

L'Inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'effectuer les actions suivantes :

- Prendre les mesures nécessaires, sous un délai de 5 mois, pour respecter les valeurs limites d'émission en poussières des 2 atomiseurs (APV et RAMM).
- Mettre sur rétention, sous un délai de 2 mois, de l'intégralité des fûts contenant des produits dangereux stockés ou entreposés sur site, quelle que soit la quantité de produit dangereux encore présente dans le fût.

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant :

Sous un délai de 2 mois :

- de rédiger un plan d'action applicable en cas de nuisances olfactives exceptionnelles ;
- de transmettre les mesures de rejets atmosphériques annuelles 2024 non présentées le jour de la visite. En effet, le nombre de résultat de mesures présentés le jour de la visite ne correspond pas avec le nombre de chaudières devant faire l'objet de contrôles de rejet d'autosurveillance prévus par l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2020.
- de transmettre à l'Inspection un inventaire des chaudières présentes sur site (nom, puissance, n° de conduit) et de signaler toute différence avec l'inventaire des installations de combustion détaillé dans l'article 3.2.2 de l'AP du 15/09/2020 ;

Sous un délai d'1 mois :

- de mettre en place un inventaire des produits dangereux (comportant une mention ou un pictogramme de danger) contenant les informations demandées dans l'article 6.1.1 du présent arrêté, et de disposer d'un plan renseignant précisément leur emplacement au sein du site.

Sous un délai de 15 jours :

- transmettre à l'inspection un rapport précisant notamment les circonstances et les causes

de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme ;

- de mettre en place, si ce n'est pas encore le cas, une procédure de gestion d'incident incluant la mise en place de mesures préventives basées sur retour d'expérience ;

Dès réception de ce rapport :

- de réévaluer ses critères de gravité des incidents se déroulant au sein de son site en fonction notamment des impacts potentiels sur le voisinage, la salubrité et la sécurité publique.

Avant l'été 2025 :

- de réaliser des mesures olfactives supplémentaires, dans des conditions météorologiques favorables (idéalement un climat chaud et sec), pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises pour lutter contre les nuisances olfactives.

L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que tout incident ou accident à l'origine de nuisances susceptibles d'incommoder le voisinage ou de présenter un danger pour la salubrité ou la sécurité publique doit être communiqué à l'Inspection sous 15 jours, conformément à l'article 2.5.1 de l'APA du 15/09/2020.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accidents et incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration ou rapport
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'Inspection n'a pas été avertie d'un incident concernant la matière première d'origine animale, ayant causé des nuisances olfactives inhabituelles, potentiellement à l'origine des désagréments olfactifs décrits par des riverains. Il est à noter, toutefois, la visite d'inspection a eu lieu environ une semaine après l'incident. Les mesures préventives basées sur le retour d'expérience n'ont pas été transmises pour le moment et ne figurent pas sur le registre des écarts (voir point suivant) transmis lors de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>transmettre à l'inspection, sous un délai de 15 jours, un rapport précisant notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</li><li>de mettre en place, sous un délai de 15 jours, si ce n'est pas encore le cas, une procédure de gestion d'incident incluant la mise en place de mesures préventives basées sur retour d'expérience.</li></ul> L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que tout incident ou accident à l'origine de nuisances susceptibles d'incommoder le voisinage ou de présenter un danger pour la salubrité ou la sécurité publique doit être communiqué à l'Inspection sous 15 jours, conformément à l'article 2.5.1 du présent arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions appropriées sont prises en compte pour réduire la probabilité des émissions accidentelles pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.
<b>Constats :</b>  Les incidents au sein du site sont signalés dans un registre d'incidents, nommé tableau des écarts, qui recense les problèmes rencontrés au cours des différentes étapes de production. Ce tableau recense notamment le type d'écart, son origine, sa gravité, la cause de l'écart, la façon dont il a été détecté et des mesures immédiates et curatives à mettre en place pour y remédier. Une investigation est menée par le personnel dans ce cadre, notamment pour déterminer les causes directes et profondes de l'incident.  L'Inspection note par ailleurs que la gravité de l'incident est considérée comme "mineure"; or, considérant qu'il est à l'origine d'émanations olfactives fortes et inhabituelles, coïncidant potentiellement avec les nuisances olfactives décrites par le plaignant, il apparaît pertinent de rehausser le niveau de gravité de ce type d'incidents. De manière générale, tout incident susceptible d'incommoder le voisinage ou de porter atteinte à la sécurité publique doit être considéré comme important, et communiqué à l'Inspection des Installations Classées sous la forme de rapport d'incident, sous 15 jours, conformément à l'article 2.5.1 du présent arrêté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, dès réception de ce rapport, de réévaluer ses critères de gravité des incidents se déroulant au sein de son site en fonction notamment des impacts potentiels sur le voisinage, la salubrité et la sécurité publique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> sans délai

**N° 3 : Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique
<b>Constats :</b>  Suite aux dernières visites de l'Inspection, dans le cadre d'un "plan d'action odeurs", l'exploitant a mis en place certaines mesures pour limiter les nuisances olfactives en cas de fonctionnement normal de l'installation (couverture de la benne à gâteaux, relève régulière de la benne, ensachage des déchets jetés dans la benne à déchets). Ces mesures semblent effectives, car lors des deux dernières visites de l'Inspection, aucune odeur inhabituelle n'avait été remarquée. Il est à noter toutefois que le climat pluvieux lors de ces visites limitait la propagation d'odeurs. Aussi, dans le cadre de son "plan d'action odeurs", l'exploitant n'a pas proposé des mesures olfactives dans des conditions météorologiques favorables à la propagation d'odeurs, pour s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place. Par ailleurs, il n'y a pas de plan d'action en cas d'émanations olfactives accidentelles exceptionnelles, comme ce fut le cas début septembre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• rédiger, sous un délai de 2 mois, un plan d'action applicable en cas de nuisances olfactives exceptionnelles.</li></ul> : <ul style="list-style-type: none"><li>• réaliser, avant l'été 2025, des mesures olfactives supplémentaires, dans des conditions météorologiques favorables (idéalement un climat chaud et sec), pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois, avant l'été 2025



#### N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les mesures portent sur les paramètres listés dans le présent article, aux fréquences listées dans le présent article.</p> <p>Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p>
<b>Constats :</b> <p>Les émissions atmosphériques font l'objet d'une autosurveillance annuelles de paramètres dont les concentrations ne doivent pas dépasser les Valeurs Limites d'Emission (VLE) listées dans l'article 3.2.4 de l'AP d'autorisation du 15/09/2020. Pour les atomiseurs, l'exploitant doit mesurer les concentrations en poussières, et pour les chaudières, en poussières, NOx, CO et COV.</p> <p>Les derniers résultats d'autosurveillance ont été transmis par l'exploitant. Les mesures sur les rejets des atomiseurs ont été réalisées par APAVE le 26/06/2024 (atomiseur RAMM) et par SOCOTEC le 08/07/2024 (atomiseur APV). Les mesures sur les rejets des chaudières ont été réalisées par VIESSMANN aux dates suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Chaudière OERTLI de 150 kW : mesures réalisées le 02/08/2023 et le 23/01/2024;</li><li>• Chaudière STEIN de 5000 kg/h : mesures réalisées le 20/02/2023 et le 30/07/2024;</li><li>• Chaudière GARIONI de 1500 (unité non spécifiée) : mesures réalisées le 03/02/2023.</li></ul> <p><u>Concernant les atomiseurs:</u></p> <p>Les concentrations en poussières fixées sont régulièrement et largement dépassées (VLE fixée de 100 mg/Nm<sup>3</sup>). En effet, lors des campagnes de mesures de 2024, pour l'atomiseur APV, la valeur moyenne journalière mesurée était de 744 mg/Nm<sup>3</sup>. Pour l'atomiseur RAMM, la valeur moyenne journalière mesurée était de 2 306 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Les valeurs mesurées pour ces paramètres lors du précédent contrôle inopiné dépassait déjà les VLE fixées dans le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant a transmis un plan d'action concernant la pollution atmosphérique sous la forme d'une proposition commerciale de la société NEU-JFK, qui permettrait aux rejets d'atteindre une valeur de 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour l'atomiseur RAMM (coût de l'opération de 100 000€ environ). Organotechnie souhaiterait mettre en place cette solution d'ici l'été 2025, justifiant cette échéance par l'arrêt de production conséquent occasionné et ses capacités financières limitées. L'Inspection constate qu'aucune solution n'est proposée pour l'atomiseur APV. Considérant les dépassements mesurés, les justifications technico-financières apportées par l'exploitant pour justifier une échéance en été 2025 sont insuffisantes. Par ailleurs, la proposition commerciale transmise n'engage pas l'exploitant.</p>

Concernant les chaudières:

Il n'y a aucun dépassement de VLE sur les paramètres mesurés. Toutefois, la typologie des chaudières et leur nombre est différent de ce qui est listé dans les articles 3.2.2 et 3.3.1 de l'AP du 15/09/2020. Les chaudières identifiées comme suit doivent faire l'objet de mesures d'émissions atmosphériques:

- chaudière synthèse d'une puissance de 1 256 kW
- chaudière clayton d'une puissance de 1 228 kW
- chaudière stein d'une puissance de 3 250 kW
- chaudière stein2 d'une puissance de 7 074 kW

A l'exception de la chaudière d'une puissance de 150 kW (chaudière bureau vraisemblablement, dont les rejets sont exempts de contrôle au titre de cet arrêté), il n'est pas possible pour l'Inspection de déterminer les chaudières sur lesquelles ont été réalisées les mesures. En outre, seules trois chaudières ont fait l'objet de mesures, dont une qui ne fait pas l'objet d'un contrôle annuel obligatoire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de prendre les mesures nécessaires, sous un délai de 5 mois, pour respecter les valeurs limites d'émission en poussières des 2 atomiseurs (APV et RAMM).

•

Par ailleurs, l'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai de 2 mois de :

- transmettre à l'Inspection un inventaire des chaudières présentes sur site (nom, puissance, n° de conduit) et de signaler toute différence avec l'inventaire des installations de combustion détaillé dans l'article 3.2.2 de l'AP du 15/09/2020 ;
- transmettre les mesures de rejets atmosphériques annuelles 2024 non présentées le jour de la visite. En effet, le nombre de résultat de mesures présentés le jour de la visite ne correspond pas avec le nombre de chaudières devant faire l'objet de contrôles de rejet d'autosurveillance prévus par l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2020.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 mois et 2 mois

**N° 5 : Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.</p> <p>La quantité de déchets stockés est le plus minime possible.</p> <p>L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Les précautions nécessaires sont prises pour éviter la pollution des insectes et des rongeurs.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités indiquées dans le présent article.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'Inspection a constaté, qu'à l'instar des précédentes visites, il y a une grande quantité de fûts souillés (une quarantaine au moins, plus ou moins vides) et quelques fûts remplis contenant des produits dangereux hors rétention. Les produits identifiés sont variés, il y avait notamment plusieurs produits corrosifs (voir la partie confidentielle du présent rapport). Des véhicules sont par ailleurs parfois stationnés à proximité immédiate des produits dangereux. Ces conditions de stockage ne sont également pas conformes à la prescription 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2020. L'Inspection recommande de réduire la quantité de produits dangereux stockés ou entreposés sur site, ou d'augmenter la capacité de rétention disponible, habituellement saturée.</p> <p>Les autres déchets sont stockés conformément à l'article susvisé. Des mesures sont prises pour lutter contre les rongeurs (plan d'action, pièges). Les déchets sont stockés temporairement sur site. Le sol du site est étanche, et le site est pourvu de systèmes d'obturation déclenchables en cas de déversements accidentels.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les actions suivantes, sous un délai de 2 mois:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La mise sur rétention de l'intégralité des fûts contenant des produits dangereux stockés ou entreposés sur site, quelle que soit la quantité de produit dangereux encore présente dans le fût.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Le plan des risques de l'installation a été transmis à l'Inspection. Ce dernier est complet, et indique précisément la localisation des risques au sein du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Un état des stocks sommaire a été transmis à l'Inspection. Ce dernier indique les produits présents au sein de l'installation, leur quantité et leur code. L'emplacement, la nature et l'état physique des produits ne sont pas renseignés. Par ailleurs, les produits dangereux identifiés en extérieur hors rétention ne sont pas tous renseignés dans l'inventaire transmis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois: <ul style="list-style-type: none"><li>• de mettre en place un inventaire des produits dangereux (comportant une mention ou un pictogramme de danger) contenant les informations demandées dans l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2020, et de disposer d'un plan renseignant précisément leur emplacement au sein du site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Propreté de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b>  Bien que des fûts souillés sont disposés hors emplacements prévus au sein de l'installation, cette dernière est propre. Il n'y avait pas d'amas de poussières ou de matières dangereuses lors de la visite, ni en extérieur, ni en intérieur. Aucun déchet odorant ne se trouvait hors container ou benne prévue à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite